



“Que tout le monde se calme!”

► Pour le MR d'Armand De Decker, les élections ne peuvent se tenir qu'après la présidence européenne.

► “De Croo et ‘Quick’ sont devenus fous”...

Entretien Martin Buxant et Francis Van de Woestyne

Le président du Sénat, le libéral francophone Armand De Decker, livre son analyse de la situation politique.

Faut-il tenir des élections en juin ?

Je pense que dans le contexte actuel, il serait impensable d'aller vers des élections. Ce serait du délire, ce serait irresponsable.

Pourquoi ?

C'est inconcevable. C'était ce que les joueurs du poker souhaitaient mais ce n'est pas pour cela que les autres partis démocratiques doivent entrer dans ce scénario. Je dis cela car nous avons des responsabilités importantes, que ce soit au niveau socio-économique ou autre. Et je n'imagine pas un gouvernement en affaires courantes présider l'Union européenne.

Mais ça s'est déjà vu !

Oui, mais c'est toujours désastreux. Et le pays qui fait cela n'a aucune crédibilité pendant qu'il le fait. C'est le scénario que souhaitent les nationalistes flamands et tous ceux qui veulent contester les élections. Le climat pour organiser ces élections va être pourri : je plains la ministre de l'Intérieur qui va devoir envoyer des commissaires de gouvernement dans certaines communes. Le bon sens, l'apaisement : tout cela nous commande de ne pas tenir d'élections.

Mais tous les partis flamands plaident pour la tenue d'un scrutin. Est-ce que les partis francophones peuvent seuls s'opposer aux élections ?

Non. Mais j'ai le droit de dire ce que je pense, comme président du Sénat. Et encore plus avec trente ans d'expérience politique. Et j'ai vécu le traumatisme de l'orange bleue. Je vois très bien cela : des mois pour mettre en place un gouvernement, et cela pendant la présidence européenne. Ce n'est pas possible.

Et quel scénario proposez-vous comme alternative ?

Je lance un appel au calme aux partis politiques. Aller aux élections, c'est organiser le chaos. On doit préserver la présidence européenne et le fonc-



OLIVIER POLET/REPORTERS

“Dans le MR bruxellois, le FDF ne représente qu'un tiers, nous sommes 2/3.”

“De Croo et ‘Quick’, je les aime bien : ils sont charmants, amusants, ils sont imaginatifs. Ils aiment jouer, c'est encore de leur âge.”

tionnement de l'Etat. Qu'on cesse de n'avoir que des positionnements électoraux ! On réglera BHV afin que les élections puissent se tenir de manière incontestable.

Vous plaidez pour un gouvernement d'urgence ?

Un gouvernement avec ceux qui se disent disponibles. On va voir comment se déroulent les événements mais je ne pense pas que le Roi dissoudra les Chambres aussi vite. Le Roi est à la manœuvre et ce ne sont pas les états-majors des partis qui décident... On verra ce que le Roi va faire, il va sans doute charger quelqu'un pour une mission d'exploration. On ne va pas, comme cela, tenir des élections quinze jours avant l'ouverture de la présidence belge. Avec trois à six mois pour former un gouvernement ? Cela ne ressemble à rien, sauf à un grand désordre ! Ce n'est pas raisonnable.

Mais si aucun parti flamand ne veut aller au gouvernement fédéral, c'est intenable...

Je ne pense pas que tout le monde dira non dans tous les cas de figure. Le Roi sait très bien que nous étions à un fil, à quelques jours d'une solution sur Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Mais si on était à trois jours d'un accord, pourquoi ne pas avoir continué à négocier jusqu'à jeudi ?

Non : on ne négocie pas avec des ultimatums. Vincent Van Quickenborne, qui a répété ses ultimatums à la radio lundi matin, c'est insupportable. On ne peut pas négocier avec un climat pareil ! Je n'admets pas ces provocations qui nous mènent à la grande aventure.

Alexander De Croo, est-il devenu fou ?

Je le pense. Lui et Van Quickenborne. Je les aime bien à titre individuel : ils sont charmants, amusants, ils sont imaginatifs. Ils aiment jouer, c'est encore de leur âge. Mais ils n'ont pas une connaissance suffisante des institutions et des conséquences. Car tout cela tient d'un très très grand cinéma dans la mesure où même si la scission est votée en séance publique... ce n'est pas encore voté. Cela doit encore venir au Sénat.

Comment faire pour éviter la séance de la Chambre, jeudi ?

Ça, c'est la grande question. Je pense qu'il est encore possible que le Roi désigne une personnalité ou deux qui pourraient convaincre que des élections fixées en février ou mars prochain, c'est encore possible. Ce scénario permettrait de régler le problème BHV tout en continuant à gérer le socio-économique. Ce qui me paraît essentiel.

Vous rêvez ou vous avez des informations

qui vous permettent de penser que c'est encore possible ?

J'ai des informations. Je ressens bien, quand on parle individuellement aux responsables des partis, que tout le monde serait soulagé s'il n'y avait pas d'élections.

Vous, par exemple ?

Là n'est pas mon souci. C'est le Roi qui doit choisir.

Vous pointez la responsabilité d'Alexander De Croo et de Vincent Van Quickenborne. Du côté flamand, c'est votre collègue Olivier Maingain qui est jugé coresponsable.

S'il y avait eu une solution négociée, sur la base des rapports que Didier Reynders nous a présentés, nous l'aurions votée.

Même contre l'avis du FDF ?

Nous aurions pris nos responsabilités et nous aurions voté. C'est clair. Dans le paquet Dehaene + francophones, il y avait la nomination des bourgmestres...

Cela n'était pas accepté par les Flamands...

Moi, j'ai entendu ce que Didier Reynders nous a dit. Cela prouve en tout cas que si le “deal” était difficile à faire passer du côté flamand, il l'était aussi du côté francophone. Mais cela devait être possible du côté francophone puisque cela était difficile du côté flamand.

M. Maingain porte-t-il une part de responsabilité dans l'échec des négociations ?

Non. M. Maingain a toujours des expressions fortes. Il y en a d'autres.

Lundi matin, Didier Reynders affirmait que tous les éléments étaient réunis pour relancer les négociations. Et Olivier Maingain proclamait le contraire, critiquant le carcan autour de Bruxelles.

Je vous le répète. Mon parti – je le connais bien – était prêt à approuver une formule qui convenait au front francophone. Car ce qui compte pour nous, c'est l'unité francophone.

Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt, puisque les partis flamands ont utilisé l'apparente discordance entre les positions de MM. Reynders et Maingain pour dire que les francophones ne voulaient, en fait, pas d'accord ?

Ce sont des prétextes qui cachent un fait : beaucoup de personnes, du côté flamand, ne veulent pas d'accord sur BHV. A commencer par tous les nationalistes extrémistes.

M. Maingain le voulait-il ?

Oui.

La tête de liste MR à Bruxelles pour les prochaines élections est-elle réservée à un FDF ?

Non. Il faut rappeler que dans le MR bruxellois, le FDF représente un tiers. Et nous représentons deux tiers.